

Comptes Semestriels Consolidés

2010

Société Orolia SA au capital de 16 675 836 euros

R.C.S Evry 492 370 622

Siège social : 3, avenue du Canada

91974 Les Ulis

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010



1. Compte de résultat	3
2. Bilan actif.....	4
3. Bilan passif	4
4. Tableau des flux de trésorerie.....	5
5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés (part du Groupe)	6
6. Annexe aux informations financières.....	6
6.1. Introduction aux informations financières	6
6.2. Principes et méthodes comptables	7
6.2.1. Contexte général	7
6.2.2. Intérêts minoritaires	8
6.2.3. Recours à des estimations	8
6.2.4. Ecarts d'acquisition	8
6.2.5. Immobilisations.....	10
6.2.6. Stocks & en-cours	11
6.2.7. Contrats long terme.....	11
6.2.8. Créances clients	11
6.2.9. Valeurs mobilières de placement	12
6.2.10. Indemnités de départ à la retraite	12
6.2.11. Produits constatés d'avance	12
6.2.12. Crédit-bail	12
6.2.13. Produits et charges exceptionnels.....	12
6.2.14. Impôts	13
6.2.15. Provisions pour risques et charges	13
6.2.16. Titres d'autocontrôle	13
6.3. Autres informations.....	14
6.3.1. Périmètre de consolidation	14
6.3.2. Produits d'exploitation	15
6.3.3. Personnel	17
6.3.4. Résultat financier	18
6.3.5. Autres informations relatives au compte de résultat	18
6.3.6. Impôts sur les résultats	18
6.3.7. Résultat par action.....	20
6.3.8. Ecarts d'acquisition	21
6.3.9. Immobilisations incorporelles nettes	22
6.3.10. Immobilisations corporelles nettes	22
6.3.11. Répartition par activité des immobilisations incorporelles et corporelles	23
6.3.12. Immobilisations financières.....	23
6.3.13. Stocks	24
6.3.14. Clients et comptes rattachés	24
6.3.15. Autres créances.....	24
6.3.16. Trésorerie nette	25
6.3.17. Capital	25
6.3.18. Provisions pour risques et charges	26
6.3.19. Dettes financières, concours bancaires et affacturage	27
6.3.20. Fournisseurs et comptes rattachés	27
6.3.21. Produits et charges constatés d'avance.....	27
6.3.22. Dettes fiscales et sociales.....	28
6.3.23. Autres dettes	28
6.3.24. Charges à payer.....	28
6.3.25. Engagements hors bilan	29
6.3.26. Informations relatives aux parties liées.....	30
6.3.27. Suivi des instruments financiers sur capital.....	30
6.3.28. Eléments post-clôture	32
7. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés semestriels résumés	33

1. Compte de résultat

<i>En milliers d'euros</i>	Annexe Note n°	30 06 2010	30 06 2009
Chiffre d'affaires	6.3.2	29 912	13 204
Production stockée		350	-101
Production immobilisée	6.3.2	1 531	673
Reprises de provisions et transferts de charges		913	138
Subventions		237	107
Autres produits dont crédit d'impôt recherche		95	153
Produits d'exploitation		33 038	14 174
Achats et charges externes		18 582	6 460
Impôts et taxes		341	49
Charges de personnel	6.3.3	9 365	5 899
Autres charges d'exploitation		112	171
Dotations aux amortissements et provisions		1 791	1 075
Charges d'exploitation		30 191	13 654
Résultat d'exploitation		2 846	520
Résultat financier	6.3.4	138	-37
Résultat courant		2 985	482
Résultat exceptionnel		-10	
Impôts sur les résultats	6.3.6	-931	-152
Amortissements écarts d'acquisitions		-912	-560
Résultat net de l'ensemble consolidé		1 131	-230
<i>A. Part des minoritaires</i>		-15	38
<i>B. Part du groupe</i>		1 146	-268
Résultat net de base par action (part du groupe en euros)	6.3.7	0,27	-0,11
Résultat net dilué par action (part du groupe en euros)	6.3.7	0,24	-0,10

2. Bilan actif

<i>En milliers d'euros</i>	Annexes Note n°	30 06 2010	31 12 2009
Ecarts d'acquisitions	6.3.8	16 384	17 389
Immobilisations incorporelles	6.3.9	5 640	4 388
Immobilisations corporelles	6.3.10	4 041	3 838
Immobilisations financières	6.3.12	337	362
Actif immobilisé		26 401	25 977
Stocks et en-cours	6.3.13	8 385	7 349
Avances et acomptes		377	424
Clients & comptes rattachés	6.3.14	11 164	8 476
Factures à Etablir		2 788	2 314
Autres créances	6.3.15	3 160	3 560
Valeurs mobilières de placement	6.3.16	12 007	13 049
Disponibilités	6.3.16	5 610	2 311
Actif circulant		43 491	37 483
Charges constatées d'avance		1 072	851
Total de l'actif		70 964	64 310

3. Bilan passif

	Annexes Note n°	30 06 2010	31 12 2009
Capital	6.3.17	16 675	16 675
Primes d'émission, apport, fusion		14 161	14 158
Réserves consolidées		2 460	5 597
Réserves de conversion		581	-68
Résultat part du groupe		1 146	-3 069
Capitaux propres part du Groupe		35 023	33 295
Intérêts Minoritaires		591	543
Provisions pour risques et charges	6.3.18	2 669	2 731
Dettes Financières	6.3.19	12 839	12 818
Fournisseurs & comptes rattachés	6.3.20	7 713	6 700
Acomptes reçus sur commandes		2 909	1 054
Dettes fiscales et sociales	6.3.22	4 966	3 928
Autres dettes	6.3.23	237	172
Factor	6.3.19	2 459	2 313
Concours bancaires	6.3.19	267	134
Dettes		31 388	27 120
Produits constatés d'avance	6.3.21	1 293	621
Total du passif		70 964	64 310

4. Tableau des flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	1^{er} semestre 2010	1^{er} semestre 2009
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Résultat net	1 131	-230
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et provisions	1 841	886
- Autres variations	551	-131
Marge brute d'autofinancement	3 524	526
Variation du BFR liée à l'activité	580	-1 185
- variation de l'actif circulant	-2 890	-561
- variation des dettes d'exploitation	3 470	-1 746
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	4 103	-659
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements		
Effets des décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles	-1 559	-884
Effets des décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles	-306	-115
Effets des décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	45	-171
Effets des acquisitions de titres nets de la trésorerie acquise	14	-294
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements	-1 806	-1 464
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Augmentation des dettes financières	217	288
Diminution des dettes financières	-197	
Augmentation de capital	5	
Effet des acquisitions de titres d'autocontrôle	-2	
Dividendes versés		
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	23	288
Incidence des variations de devises	-196	
VARIATION DE TRESORERIE NETTE (*)	2 124	-1 835
Trésorerie nette d'ouverture	15 226	11 014
Trésorerie nette de clôture	17 350	9 179

(*) Pour l'ensemble des périodes présentées :

La variation des en-cours factor est présentée en flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement.

La trésorerie nette d'ouverture et de clôture est définie comme suit : disponibilités + valeurs mobilières de placement - concours bancaires courants.

5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés (part du Groupe)

Au 30 juin 2010

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Primes d'émission d'apport et de fusion	Résultat de l'exercice	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Capitaux propres part du Groupe
Situation au 31.12.2008	9 786	7 403	904	1 501	230	19 824
Résultat reporté à nouveau			-904	1 134	-230	0
Résultat			-268			-268
Augmentation de capital						
Variation des écarts de conversion					-116	-116
Situation au 30.06.2009	9 786	7 403	-268	2 635	-116	19 441
Situation au 31.12.2009	16 675	14 158	-3 069	5 597	-68	33 295
Résultat reporté à nouveau			+3 069	-3 137	+68	0
Résultat			+1 146			1 146
Augmentation de Capital		+3				3
Variation des écarts de conversion					+581	581
Situation au 30.06.2010	16 675	14 161	1 146	2 460	581	35 023

6. Annexe aux informations financières

6.1. Introduction aux informations financières

La Société OROLIA a été créée en octobre 2006 et a acquis à cette date les sociétés Temex Sync, Temex Neuchâtel Time, et T4 Science.

La société Temex Neuchâtel Time a été renommée SpectraTime en octobre 2007.

La société Temex Sync a opéré une transmission universelle de son patrimoine à Orolia au 1^{er} septembre 2007, puis a été dissoute.

Orolia a procédé en juillet 2007 à une augmentation de capital auprès d'investisseurs qualifiés, pour une valeur (y compris prime d'émission) de 11 925 000€. Les frais liés à cette opération ont été imputés sur la prime d'émission à hauteur de 1 028K€. A l'issue de cette augmentation de capital, Orolia a demandé à être cotée sur Alternext (NYSE Euronext Paris) en placement privé.

Les titres de la société américaine Spectracom ont été acquis le 22 août 2007.

En date du 31 janvier 2008, Orolia a signé avec la société Euromezzanine, un contrat de prêt obligataire. Les obligations, d'un montant total de 8 millions d'euros, sont attachées à des bons de souscription d'actions permettant à Euromezzanine de souscrire à 269 500 actions nouvelles, pour un prix égal à 12,5€ par action nouvelle souscrite. Suite à l'augmentation de capital du mois de décembre 2009, la parité d'échange a été revue conformément au contrat de mezzanine, les BSA donnant maintenant accès à 276 500 actions.

En mars 2008, Orolia a acquis 100% des titres de la société suédoise Pendulum Instruments.

En janvier 2009, Orolia a créé en Grande-Bretagne la société Orolia Global Services qui a racheté à la société britannique Rapco Electronics l'ensemble de ses actifs.

En juillet 2009, Orolia a obtenu de l'AMF le transfert de ses actions du groupe de cotation EA (placement privé) au groupe de cotation E2 (sociétés ayant fait une offre au public), du marché Alternext de Paris afin d'être cotée en continu et d'améliorer la liquidité du titre.

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du Groupe Orolia a approuvé le 16 septembre 2009, l'apport par la société Airtek Capital Group de deux millions (2 000 000) d'actions de la société KANNAD, société anonyme au capital de 2 000 000 d'euros, dont le siège est Village du Hirgoat - ZI des cinq chemins - 56520 Guidel, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 500 055 744 R.C.S. Lorient. Cet apport a été évalué à dix millions (10 000 000) d'euros.

Afin de rémunérer cet apport, l'Assemblée Générale a décidé de procéder à une augmentation de capital d'un montant de 4 324 324 euros, le capital social étant porté de la somme de 9 786 000 euros à la somme de 14 110 324 euros, par l'émission de 1 081 081 actions nouvelles de 4 euros chacune de valeur nominale.

Le 20 novembre 2009, Orolia a finalisé le rachat des actifs de McMurdo, une division de la société britannique Signatures Industries, filiale du groupe américain Digital Angel (NASDAQ: DIGA). Les actifs de McMurdo ont été apportés à une société britannique nouvellement créée, McMurdo Ltd, filiale à 100% d'Orolia. Cette transaction a été payée US\$ 9,6 millions en numéraire, dans le cadre d'une opération structurée en vente d'actifs sans trésorerie et sans dettes, les comptes clients et fournisseurs n'étant pas apportés.

Fin novembre 2009, Orolia a obtenu de la Société Générale un prêt moyen terme de 3 000 000 euros remboursable par annuités constantes sur 5 ans afin de financer en partie l'acquisition des actifs de Mc Murdo.

Le 17 décembre 2009, Orolia a réalisé une augmentation de capital de 641 378 actions nouvelles émises au prix de 9,25 € par action, représentant une levée de fonds de 5,93 M€ de capitaux destinée à financer le développement du Groupe. Les actions nouvelles, immédiatement assimilables aux 3 527 581 actions existantes, ont été admises sur Alternext à partir du 21 décembre 2009. Ainsi le capital social a été porté de la somme de 14 110 324 euros à la somme de 16 675 836 euros.

La société Kannad fait actuellement l'objet d'un contrôle fiscal et d'un contrôle URSSAF.

6.2. Principes et méthodes comptables

Les comptes semestriels consolidés relatifs à la période du 1^{er} janvier 2010 au 30 juin 2010 ont été établis en appliquant la recommandation CNC99 R01 relative aux comptes intermédiaires. Ils sont établis selon les mêmes principes comptables que les comptes annuels consolidés.

6.2.1. *Contexte général*

Les comptes consolidés du Groupe sont établis conformément aux dispositions du règlement CRC n°2005-10 du 3 novembre 2005 afférent à l'actualisation du règlement CRC n°99-02 du 29 avril 1999 relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales et entreprises publiques. Les notes explicatives ci-après en sont partie intégrante.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les plans d'attribution de stock options et d'actions de performance ont fait l'objet de l'application du règlement du Comité de la Réglementation Comptable n° 2008-15 du 4 décembre 2008 afférent au traitement comptable des plans d'options d'achat ou de souscription d'actions et des plans d'attribution d'actions gratuites aux employés. Le Groupe n'ayant pas l'intention de procéder à l'acquisition de titres existants, le texte n'a pas d'incidence sur les comptes consolidés au 30 juin 2010.

Méthode de consolidation

Toutes les sociétés dans lesquelles le groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale avec dégageant des intérêts minoritaires. Toutes les transactions entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes au groupe sont éliminés.

Méthode de conversion

Les résultats des sociétés étrangères hors zone Euro sont convertis au cours moyen de change de la période ; les comptes de bilan sont convertis au cours de clôture de la période concernée, à l'exception des capitaux propres qui sont convertis au cours historique. Les écarts de conversion sont présentés distinctement dans les capitaux propres.

Méthodes préférentielles

Les méthodes préférentielles appliquées sont :

- La prise en compte des engagements de retraite et autres avantages au personnel,
- La prise en compte des opérations partiellement achevées à la clôture,
- Le retraitement des contrats de location financement,
- La comptabilisation à l'actif des coûts de développement,
- La comptabilisation des écarts de conversion actifs et passifs en charges et produits de la période.

6.2.2. *Intérêts minoritaires*

Les intérêts minoritaires correspondent à la part des tiers dans les capitaux propres et le résultat de chaque société consolidée.

Lorsque la part revenant aux intérêts minoritaires dans les capitaux propres d'une entreprise consolidée devient négative, l'excédent ainsi que les pertes ultérieures imputables aux intérêts minoritaires sont supportés par le Groupe.

6.2.3. *Recours à des estimations*

Pour établir ces informations financières, la direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données en notes annexes.

La direction du groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Les montants qui figureront dans les futurs états financiers sont susceptibles de différer des estimations présentes en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations faites par la Direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, corporels, incorporels et écarts d'acquisition, le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité, ainsi que des hypothèses retenues pour le calcul des obligations liées aux avantages du personnel et des impôts différés.

Ainsi, les comptes consolidés ont été établis en tenant compte du contexte actuel de lente reprise économique et financière, et sur la base de paramètres financiers de marché disponibles à la date de clôture. Les effets immédiats de la crise passée ont été pris en compte, notamment dans la valorisation des actifs (tels que les stocks et les créances clients) et des passifs. En ce qui concerne les actifs à plus long terme, tels que les actifs incorporels et les écarts d'acquisition, il a été pris pour hypothèse que la reprise resterait lente dans le temps. La valeur de ces actifs est appréciée à chaque exercice sur la base de perspectives économiques à long terme et sur la base de la meilleure appréciation de la Direction du Groupe dans un contexte de visibilité réduite en ce qui concerne les flux futurs de trésorerie.

6.2.4. *Ecarts d'acquisition*

Le coût d'acquisition des titres est égal à la juste valeur des actifs remis par l'acquéreur, majoré du montant net d'impôt et de tous les autres coûts directement imputables à l'acquisition. Lorsque la convention d'acquisition prévoit un ajustement du prix d'acquisition, le montant de la correction est directement inclus dans le coût d'acquisition.

La différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation (« juste valeur ») des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition.

Si de nouvelles informations conduisent, dans un délai allant jusqu'à la fin du premier exercice qui suit l'entrée dans le périmètre de consolidation, à une nouvelle appréciation des justes valeurs des actifs et des passifs lors de leur entrée dans le bilan consolidé, celles-ci sont modifiées. Il en découle automatiquement une modification de la valeur brute et des amortissements cumulés de l'écart d'acquisition.

Lors de leur entrée dans le Groupe, les actifs et les passifs susceptibles d'être évalués séparément sont inscrits au bilan consolidé à leur juste valeur déterminée en fonction de l'usage que prévoit d'en faire le Groupe. Les actifs destinés à être

revendus sont évalués à leur valeur vénale de marché à la date d'acquisition. Les biens destinés à l'exploitation sont évalués à leur valeur d'utilité.

Le montant résultant de l'évaluation des actifs identifiables constitue leur nouvelle valeur brute. Celle-ci sert de base aux calculs ultérieurs des plus ou moins values en cas de cession, ainsi que des dotations aux amortissements et aux provisions.

Ecarts de première consolidation

Les écarts de première consolidation résultent de la différence entre le coût d'acquisition des titres des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation et la part du Groupe dans leurs capitaux propres retraités à la date d'acquisition. Les écarts de première consolidation, non affectés à des actifs ou passifs identifiés évalués à la juste valeur, ont été affectés en écarts d'acquisition pour les acquisitions anciennes et sont amortis sur 10 ans.

Cette durée correspond à la durée retenue lors de l'acquisition pour le calcul de la rentabilité globale de chacune des acquisitions. A ce jour, cette durée est uniforme pour l'ensemble des sociétés acquises, ces sociétés opérant chacune sur une niche de marché spécifique, dans un secteur d'activité unique.

En effet, dans le cadre des acquisitions que réalise le Groupe, la méthode principale de valorisation utilisée est l'actualisation à l'infini d'un résultat d'exploitation normatif minoré de l'impôt théorique au taux du coût estimé des capitaux employés pour le Groupe. Cette méthode permet d'appréhender raisonnablement la profitabilité récurrente des sociétés sans tenir compte des éléments exceptionnels et en lissant l'impact des années hautes et creuses. Il est ensuite tenu compte de la situation de trésorerie et d'endettement.

Ainsi, les principales hypothèses retenues au 31 décembre 2009 étaient les suivantes :

- taux d'actualisation (WACC) : 12%
- taux de croissance à l'infini de 2%
- la durée budgétaire retenue est de 1 an. Le budget N+1 utilisé est le budget validé par les organes de direction

Dés lors, le multiple utilisé lors des valorisations est un multiplicateur de 10 à appliquer au résultat d'exploitation normatif minoré de l'impôt théorique.

Cela revient à prendre en compte 10 ans de résultats cumulés pour la valorisation, et justifie la durée d'amortissement utilisée au sein du Groupe pour l'ensemble de ses acquisitions.

Ecarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif immobilisé et font l'objet d'un amortissement selon un plan préalablement défini, sur une durée déterminée en fonction des objectifs retenus lors de l'acquisition. Cette durée n'excède pas 10 ans. Par ailleurs, si les objectifs retenus lors de l'acquisition viennent à être sensiblement modifiés, un amortissement exceptionnel ou une modification du plan d'amortissement est comptabilisé au-delà des amortissements pratiqués.

Les écarts d'acquisition négatifs sont inscrits au passif en provision pour risques et charges et font l'objet dans le cas où ils correspondraient à une prévision de pertes futures à une reprise par résultat étalée dans le temps selon un rythme prédéfini. Dans le cas où ils ne correspondent pas à des risques identifiés, ils sont repris en résultat de l'année d'acquisition.

Si l'évaluation des actifs ou des passifs identifiables a pour conséquence de faire apparaître un écart d'acquisition négatif, la constatation de ces écarts d'évaluation est limitée à due concurrence.

Les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de perte de valeur au moins une fois par an ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur. Le test de perte de valeur consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif à sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de cession et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est obtenue selon la même méthode que celle utilisée au moment des acquisitions décrite ci-dessus.

Lorsque les tests effectués mettent en évidence une perte de valeur, celle-ci est comptabilisée afin que la valeur nette comptable de ces actifs n'excède pas leur valeur recouvrable. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de l'actif (ou groupe d'actifs), une perte de valeur est enregistrée en résultat pour le différentiel.

Au 30 juin 2010, aucun indice de perte de valeur n'ayant été relevé, aucune dépréciation complémentaire de ces actifs n'a été enregistrée. Les tests seront réalisés au 31 décembre 2010.

6.2.5. Immobilisations

Les actifs financés au moyen de contrats de location financement, qui ont pour effet de transférer au Groupe de façon substantielle les risques et avantages inhérents à la propriété du bien, sont comptabilisés en actifs immobilisés. Les obligations financières correspondantes figurent au passif du bilan.

Frais de recherche et de développement

En application de la méthode préférentielle, Orolia a décidé de porter à l'actif les dépenses de recherche et de développement, sous réserve que celles-ci répondent aux critères suivants :

- le projet en cause est nettement individualisé,
- les chances de réussite technique et de rentabilité commerciale du projet sont sérieuses,
- les coûts du projet sont distinctement établis.

Ces frais de développement sont amortis sur la durée de vie du produit, estimée généralement à 3 ans, à partir de la commercialisation du produit.

Les autres dépenses de recherche et développement, ne répondant pas aux critères énoncés ci-dessus, sont comptabilisées directement en charges de l'exercice.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (frais d'achat et frais accessoires), ou à leur coût de production.

Par contre, les intérêts des emprunts nécessaires à l'acquisition de ces immobilisations ne sont pas pris en compte.

Amortissements

Les amortissements des immobilisations sont calculés suivant le mode linéaire (L).

Les taux d'amortissements pratiqués par Orolia sont les suivants :

- Logiciels3 à 5 ans L
- Installations Techniques, matériel et outillage3 à 10 ans L
- Agencement et aménagement des constructions.....5 à 10 ans L
- Matériel de bureau et informatique.....3 à 5 ans L
- Mobilier de bureau5 à 10 ans L

Dépréciation d'actifs

Les immobilisations incorporelles et corporelles doivent être soumises à des tests de perte de valeur dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur. Pour apprécier s'il existe un quelconque indice qu'un actif ait pu perdre de la valeur, l'entreprise considère les éléments externes et internes suivants :

Indices externes :

- Une diminution de la valeur de marché de l'actif (de façon plus importante que du seul effet attendu du passage du temps ou de l'utilisation normale de l'actif) ;
- Des changements importants, ayant un effet négatif sur l'entité, sont intervenus au cours de la période ou surviendront dans un proche avenir, dans l'environnement technique, économique ou juridique ou sur le marché dans lequel l'entreprise opère ou auquel l'actif est dévolu ;
- Les taux d'intérêt du marché ou autres taux de rendement du marché ont augmenté durant l'exercice et il est probable que ces augmentations diminuent de façon significative les valeurs vénales et/ou d'usage de l'actif.

Indices internes :

- Existence d'un indice d'obsolescence ou de dégradation physique d'un actif non prévu par le plan d'amortissement ;
- Des changements importants dans le mode d'utilisation de l'actif ;
- Des performances de l'actif inférieures aux prévisions ;
- Une baisse sensible du niveau des flux futurs de trésorerie générés par l'actif.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est alors effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

La valeur nette comptable d'une immobilisation correspond à sa valeur brute diminuée, pour les immobilisations amortissables, des amortissements cumulés et des dépréciations.

La valeur actuelle est une valeur d'estimation qui s'apprécie en fonction du marché et de l'utilité du bien pour la société. Elle résulte de la comparaison entre la valeur vénale et la valeur d'usage. La valeur vénale correspond au montant qui pourrait être obtenu, à la date de la clôture, de la vente de l'actif, lors d'une transaction conclue à des conditions normales de marché, net de coûts de sortie.

La valeur d'usage correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de l'utilisation de l'actif et de sa cession éventuelle. La société considère que la valeur d'usage correspond aux flux nets actualisés de trésorerie attendus. Ces deniers sont déterminés sur la base des données budgétaires.

Dans le cas particulier des frais de recherche et développement, le taux d'actualisation retenu est le coût moyen du capital pour le Groupe (WACC) de 12% comme explicité plus haut, augmenté d'une prime de difficulté du projet allant de 0 à 5%.

6.2.6. *Stocks & en-cours*

Les stocks et en-cours sont évalués à leur coût d'acquisition ou de production. Les mouvements de stocks sont comptabilisés suivant la méthode FIFO.

Une dépréciation de stocks est constatée dès lors qu'il y a perte probable ou que la rotation de certains articles est insuffisante.

Les en-cours et les produits finis sont évalués au coût direct des matières premières, de la main-d'œuvre de production et des achats de sous-traitance consommés au cours de la production, augmenté d'une quote-part de frais généraux industriels.

Orolia procède à des inventaires tournants réguliers au cours de l'année.

6.2.7. *Contrats long terme*

Le chiffre d'affaires sur contrats long terme est comptabilisé selon la méthode préférentielle de l'avancement.

Le calcul du chiffre d'affaires à l'avancement se détermine selon le rapport :

$$\frac{\text{Coûts engagés} \times \text{Chiffre d'affaires global}}{\text{Coûts budgétés}}$$

Toute perte probable sur contrat en cours ou en carnet est provisionnée intégralement dès qu'elle est connue.

Les paiements partiels reçus sur contrats sont enregistrés en « avances et acomptes clients ».

Les commissions sur ventes sont incluses dans le coût de ces contrats. Elles sont constatées en charge lorsque les ventes correspondantes sont enregistrées.

Les produits financiers sur contrats long terme sont constatés en résultat lorsqu'ils sont acquis.

6.2.8. *Créances clients*

Les créances clients sont constatées lors du transfert de propriété correspondant généralement à la livraison pour les ventes de biens et à la réalisation de la prestation pour les activités de services.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire de ces créances présente un risque quant à sa recouvrabilité.

6.2.9. Valeurs mobilières de placement

Les titres de placement sont évalués au coût de revient d'acquisition majoré des revenus courus de la période, ou à la valeur de marché si celle-ci est inférieure.

6.2.10. Indemnités de départ à la retraite

Pour la France, les indemnités de départ à la retraite sont calculées :

- sur la base d'un départ à la retraite à 65 ans pour les cadres et 60 ans pour les autres salariés,
- d'une augmentation des salaires de 2,5% par an conforme aux politiques salariales des dernières années,
- d'un taux d'actualisation de 5,09% aligné sur le rendement estimé des obligations de bonne signature (3,09% taux OAT TEC 10ans du 30 juin 2010+ prime de risque de 2%, source : Caisse des Dépôts et Consignations-Comité de Normalisation Obligataire),
- d'un turnover faible basé sur l'expérience réelle de l'entreprise,
- d'un taux de survie calculé à partir des tables de l'Insee 2003 Hommes/Femmes,
- et d'un taux de charges sociales moyen de 45%.

Age	Taux de rotation	
	Orolia SA	Kannad SAS
20-39 ans	9,0 %	25,75%
40-49 ans	7,7%	11,82%
50-65 ans	0 %	0%

Les droits en mois de salaires découlent de l'application des accords nationaux pour les cadres, de la convention de la métallurgie de la région parisienne et de la convention de la métallurgie du Morbihan pour les non cadres.

Seule la France au travers de l'indemnité de départ la retraite fait l'objet d'un calcul lié à une prestation définie.

Concernant la Suisse, compte tenu de l'externalisation auprès d'une assurance de la gestion des retraites et de l'absence d'engagement contractuel en faveur des salariés sur le niveau de prestations, Orolia traite le plan comme un plan à cotisations définies.

En Suède, pour la part gérée sur un plan par capitalisation, le Groupe utilise un organisme commun à plusieurs employeurs (Alecta). Selon la recommandation URA42 du Swedish Financial Emerging Issues Task Force, ce fonds doit être considéré comme un fonds à prestations définies, mais à l'image des autres sociétés utilisatrices en Suède, Orolia n'a pas eu accès aux données lui permettant de reporter ce plan comme un plan à prestations définies. Le fonds de pension Alecta est donc reporté comme un fonds à cotisations définies.

Orolia examine régulièrement les réglementations en vigueur dans les pays où le Groupe est implanté afin d'anticiper les éventuelles modifications réglementaires et leurs impacts comptables.

6.2.11. Produits constatés d'avance

Des produits constatés d'avance sont comptabilisés lorsque les prestations sont facturées et non encore totalement réalisées. Il s'agit pour l'essentiel de prestations continues relatives à des contrats qui produiront leurs effets sur la période subséquente.

Conformément aux recommandations de l'AMF, les subventions d'investissement sont reclassées en produits constatés d'avance. Elles sont comptabilisées en résultat consolidé au même rythme que les dépenses correspondantes.

6.2.12. Crédit-bail

Il a été fait application de l'option préférentielle pour le traitement comptable des contrats de crédit-bail dans les comptes consolidés.

6.2.13. Produits et charges exceptionnels

D'une manière générale, les produits et charges exceptionnels enregistrent les éléments extraordinaires, c'est à dire ceux qui ne présentent pas de lien avec l'activité courante de l'entreprise.

6.2.14. *Impôts*

Impôt exigible

L'impôt exigible est déterminé sur la base du résultat fiscal de la période, qui peut différer du résultat comptable suite aux réintégrations et déductions de certains produits et charges selon les dispositions fiscales en vigueur, et en retenant le taux d'impôt voté à la date de clôture.

Crédit d'impôt recherche

Les entreprises industrielles et commerciales imposées selon le régime réel qui effectuent des dépenses de recherche peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt en France.

Le crédit d'impôt est calculé par année civile et s'impute sur l'impôt dû par l'entreprise au titre de l'année au cours de laquelle les dépenses de recherche ont été encourues. Le crédit d'impôt non imputé est reportable sur les trois années suivant celle au titre de laquelle il a été constaté. La fraction non utilisée à l'expiration de cette période est remboursée à l'entreprise.

Compte tenu du caractère définitivement acquis du crédit d'impôt recherche indépendamment de la situation fiscale du Groupe, il a été décidé de classer ce produit en « autres produits d'exploitation ».

Impôts différés

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, suivant le taux d'impôt en vigueur dans chaque pays. Les pertes fiscales reportables donnent lieu à comptabilisation d'un impôt différé actif lorsque leur récupération est fortement probable.

6.2.15. *Provisions pour risques et charges*

Les provisions sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet, mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains.

Elles sont constituées de :

- Provisions pour risques clients et garantie
- Provisions pour pénalités
- Provisions pour litiges
- Provisions pour perte à terminaison
- Autres provisions

6.2.16. *Titres d'autocontrôle*

Dans le cadre du contrat de liquidité mis en place en 2009, Orolia détient des titres propres acquis au cours de l'exercice. Ces titres sont classés en minoration des capitaux propres.

6.3. Autres informations

6.3.1. Périmètre de consolidation

Nom	Adresse	%	Date d'arrêt	Devise de compte
OROLIA	3 avenue du Canada 91 974 Les Ulis, FRANCE	Mère	31/12/2009	EUR
KANNAD SAS	Village du Hirgoat - ZI des cinq chemins - 56520 Guidel, FRANCE	100	31/12/2009	EUR
Mc MURDO ltd	Silver Point, Airport Service Road, Portsmouth, Hampshire, PO3 5PB, UNITED KINGDOM.	100	31/12/2009	GBP
OROLIA GLOBAL SERVICES ltd	6A Beechwood Chineham Park Basingstoke, Hampshire RG24 8WA, UNITED KINGDOM	100	31/12/2009	GBP
OROLIA GLOBAL SERVICES AB (**)	Karlsbodavägen 39 SE-16866 Bromma, SUEDE	100	31/12/2009	SEK
PENDULUM INSTRUMENTS inc (*)	5811 Racine Street Oakland, CA 94609, USA	100	31/12/2009	USD
PENDULUM INSTRUMENTS ltd	Business Center White Island 197342, Serdobolsakya 64D St.Petersburg, RUSSIE	100	31/12/2009	RUB
SPECTRACOM	95 Methodist Hill Drive Rochester, NY 14623, USA	100	31/12/2009	USD
SPECTRATIME	29 rue Vauseyon 2000 Neuchâtel, SUISSE	100	31/12/2009	CHF
T4 SCIENCE	29 rue Vauseyon 2000 Neuchâtel, SUISSE	50	31/12/2009	CHF

(*) Société liquidée au cours de la période après transfert de ses actifs à Spectracom Inc.

(**) Anciennement Pendulum Instruments AB

Toutes les sociétés sont consolidées par intégration globale.

Orolia a acquis 100% des titres de la société OROLIA GLOBAL SERVICES AB en mars 2008. Le protocole d'accord conclu entre les deux sociétés prévoyait l'acquisition par Orolia de 100% des titres de OROLIA GLOBAL SERVICES AB pour un montant total de SEK 47 millions dont le prix était réparti de la manière suivante :

- Une somme de SEK 32 000 000, payée au jour de la réalisation de la cession et dont une somme de 8 000 000 SEK a été consignée sur un compte séquestre au titre de garantie de passif pendant une durée de 15 mois (avec une franchise de 800 000 SEK), ramenée ensuite à un montant de 4 000 000 SEK pour 18 mois supplémentaires
- Une somme maximum de SEK 15 000 000 à titre de complément de prix selon les performances financières 2008 et 2009.

Compte tenu des performances sur l'exercice 2009, il n'y a pas eu de complément de prix à verser pour l'acquisition des titres de OROLIA GLOBAL SERVICES AB. Dès lors l'estimation définitive de l'écart d'acquisition est :

- Capitaux propres : 1 415k€

- Quote part des capitaux propres acquis par OROLIA : 1 415k€
- Coût d'acquisition : 3 950k€
- Ecart d'acquisition : 2 535k€

De plus au vu des effets persistants de la crise sur le segment « test & mesure » au début de l'année 2010, le conseil d'administration a pris une approche prudente dans le cadre du test de perte de valeur, et a donc décidé de déprécier complètement l'écart d'acquisition lié à OROLIA GLOBAL SERVICES AB au 31/12/2009.

Orolia a acquis 100% des actifs de la société Rapco Electronics au sein de la société Orolia Global Services Ltd en janvier 2009 pour un montant de GBP 300 000.

- Actifs acquis : 91 k€
- Coûts d'acquisition : 385 k€
- Ecart d'acquisition : 294 k€

Orolia a acquis 100% des titres de la société Kannad en septembre 2009 contre l'émission de 1 081 081 nouvelles actions dont la valeur avait été estimée pendant les négociations à 9,25€ par action. Néanmoins la valeur à retenir selon les normes françaises de consolidation est le cours de l'action le jour de l'assemblée générale ayant autorisé l'émission, soit le 16 septembre 2009 et un cours de 10,24€. Ainsi le coût d'acquisition ressort à 11 070k€.

- Actifs acquis : 5186 k€
- Coûts d'acquisition : 11 070 k€
- Ecart d'acquisition : 5 884 k€

La période de détermination définitive de l'écart d'acquisition sera close au 31 décembre 2010.

Orolia a acquis 100% des actifs de l'activité McMurdo de la société britannique Signature Industries Ltd en novembre 2009 pour un montant de 9 585 k\$.

Le paiement du prix s'est opéré de la façon suivante :

- Une somme de 8 585 k\$, payée au jour de la réalisation de la cession
- 1 000 k\$ consignés sur un compte séquestre au titre de garantie de passif pendant une durée de 12 mois (avec une franchise de 250 000 USD)
- Actifs acquis : 1 822 k€
- Coûts d'acquisition : 7 172 k€
- Ecart d'acquisition : 5 350 k€

La période de détermination définitive de l'écart d'acquisition sera close au 31 décembre 2010.

6.3.2. *Produits d'exploitation*

Chiffre d'affaires

Le Groupe Orolia a engagé en septembre 2009 une réorganisation de ses activités autour de trois divisions. Ces trois divisions, Positioning, Navigation et Timing intègrent les sociétés du Groupe et leurs technologies de manière cohérente afin de garantir un haut niveau d'expertise et de connaissance et d'assurer un service client irréprochable et une efficacité opérationnelle aussi bien pour les divisions qu'à l'échelle du Groupe tout entier. La mise en place de cette nouvelle organisation permet au Groupe de renforcer ses réseaux de vente et d'optimiser ses efforts de R&D tout en fournissant une structure évolutive avec sa croissance externe et organique.

- **Positioning:** L'acquisition par Orolia des sociétés Kannad et Mc Murdo, qui figurent parmi les leaders mondiaux dans le domaine des balises de détresse pour les applications maritime, aéronautique et terrestre, est à l'origine de cette division. Ces deux sociétés sont spécialisées dans la conception de systèmes de positionnement, de mesure et de transmission de données en environnement sévère. La gamme de systèmes de positionnement proposée par Orolia s'organise autour de deux axes stratégiques : la sécurité (balises de localisation détresse COSPAS-SARSAT) pour les applications maritimes, aéronautiques et terrestres, et le tracking/géo-localisation (suivi d'engins de pêche, suivis de navires de pêche (VMS), balisage, sécurité aéronautique, etc).
- **Navigation :** SpectraTime et T4 Science constituent la base de cette division. SpectraTime, est le deuxième fabricant mondial d'horloges atomiques (estimation Société), sources primaires de temps et de fréquences dont les caractéristiques intrinsèques (exactitude, précision et stabilité) en font les horloges les plus performantes au monde. SpectraTime conçoit, fabrique et commercialise des horloges atomiques à Rubidium pour le segment spatial embarqué ou pour les applications sol (défense et télécommunications), ainsi que des masers à hydrogène passifs pour les satellites de navigation. T4 Science, une autre société du Groupe, est le n°3 mondial (estimation Société) des masers actifs à hydrogène, un type particulier d'horloges atomiques extrêmement stables indispensables à certaines applications scientifiques telles que la géodésie et la radioastronomie, pour les stations de commande et de surveillance au sol des systèmes de navigation par satellites, ou pour la télémétrie et le guidage des satellites ou des sondes interplanétaires.

- Timing** : Conjointement à la création de cette division, les sociétés du Groupe Spectracom et OROLIA GLOBAL SERVICES AB ont fusionné opérationnellement. Regroupées sous le nom de Spectracom, ces deux entités partagent aujourd'hui une seule équipe de management ainsi qu'une même infrastructure de gestion, de services et de ventes. Spectracom est le n°2 mondial des serveurs de temps et des références de fréquence synchronisées (estimation Société). Les horloges GPS de Spectracom permettent de synchroniser les infrastructures critiques de télécommunication et de télédiffusion, les centres de surveillance et de contrôle, les réseaux informatiques et centres de données ou les systèmes de défense et de combat. Les serveurs de temps de Spectracom permettent de dater certains événements précis se produisant au sein de ces réseaux avec un haut niveau de fiabilité et de traçabilité (centres d'appels d'urgence, transactions financières, etc.). Spectracom est n°1 mondial pour le marché de la sécurité civile (services de police, de pompiers ou ambulances), ainsi que pour les équipements de synchronisation des réseaux de télédiffusion numérique terrestre. Spectracom au travers de sa marque Pendulum Instruments, conçoit des compteurs et analyseurs de fréquence, des étalons de fréquence et de temps et des systèmes de distribution de signaux associés, destinés à calibrer, mesurer ou analyser les caractéristiques temps-fréquence des équipements électroniques. Ses principaux marchés sont la défense, la sous-traitance électronique, les communications ou la métrologie.

Outre le développement, la conception, l'assemblage final et le test de leurs produits, les sociétés du Groupe Orolia assurent des services de maintenance et de mise à niveau de leurs produits, tels que requis dans les activités où la fiabilité et la pérennité des systèmes sont critiques. Pour les produits les plus complexes, en particulier pour les activités de défense et aérospatiales, la durée de vie opérationnelle peut dépasser 10 à 25 ans, d'où la nécessité d'assurer le Maintien en Conditions Opérationnelles de ces produits au travers de contrats pluriannuels récurrents.

Répartition par métiers

<i>En milliers d'euros</i>	30 06 2010	30 06 2009
Positioning	14 425	0
Navigation	6 373	5 107
Timing	9 114	8 097
Total	29 912	13 204

Répartition géographique

<i>En milliers d'euros</i>	30 06 2010	%	30 06 2009	%
Europe/Moyen-Orient/Afrique	18 472	62%	6 478	49%
Amérique	8 112	27%	4 358	33%
Asie/Pacifique	3 328	11%	2 368	18%
Total	29 912	100%	13 204	100%

Production immobilisée

Il s'agit principalement des frais de développement activés au cours de la période.

6.3.3. *Personnel*

Effectifs

La répartition des effectifs entre les populations cadres et non cadres à la date de clôture se présente comme suit :

	30 06 2010	30 06 2009
Ouvriers	55	22
Cadres et techniciens	245	158
Total	300	180

Charges de personnel

Les charges de personnel se décomposent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 06 2010	30 06 2009
Salaires et traitements	7 521	4 750
Charges sociales et fiscales	1 844	1 149
Total	9 365	5 899

Charges comptabilisées au titre des systèmes de retraite à cotisations définies

Les cotisations patronales versées sur des plans de retraite se décomposent par pays comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 06 2010	30 06 2009
Angleterre	9	0
Etats-Unis	0	0
France	181	82
Russie	0	5
Suède	43	78
Suisse	139	210
Total	372	375

6.3.4. *Résultat financier*

<i>En milliers d'euros</i>	30 06 2010	30 06 2009
Charges financières diverses	-1 274	-88
Intérêts versés sur prêts	-394	-267
Produits financiers	+1 806	+318
Total	+138	-37

6.3.5. *Autres informations relatives au compte de résultat*

L'activation des dépenses de recherche et de développement a représenté un montant total de 1 531K€ et une charge d'amortissement de 512K€.

Le résultat exceptionnel de la période est de -10K€.

6.3.6. *Impôts sur les résultats*

Il a été constaté une charge d'impôt sur le résultat de 931K€.

Impôts différés :

En milliers d'euros

Variation des impôts différés	31 12 2009	Impact résultat de la période	Autres	30 06 2010
Impôts différés Actif	1 204	-599	-84	521
différences temporaires	160	-48	-69	42
activation de déficit	978	-19		959
Gain latent de change		-356		-356
autres	66	-176	-15	-125
Impôts différés Passif	959	114	204	1 278
différences temporaires	35	159	-10	184
activation de R&D	818	113	104	1035
autres	106	-157	110	59

L'activation du déficit fiscal correspond aux déficits fiscaux d'Oroliia.

En milliers d'euros

Charge d'impôt Groupe au 30/06/2010	Impôt exigible	Impôt différé total	Charge d'impôt totale
Total	122	809	931

Rapprochement entre la charge d'impôt réelle et la charge d'impôt théorique

Le rapprochement entre la charge réelle d'impôt et la charge théorique résultant de l'application au résultat net avant impôt du taux nominal d'imposition en France, soit 33%, s'établit comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 06 2010	30 06 2009
Résultat net avant impôt et amortissement écarts d'acquisition	2 974	482
Taux d'imposition moyen	33,33%	33,33%
Charge d'impôt théorique	991	161
Augmentation/réduction de la charge d'impôt résultant de :		
- Crédits d'impôt et avoirs fiscaux	-19	-17
- Différences permanentes	+103	-9
- Déficit fiscaux nés au cours de l'exercice et non activés		
- Utilisation de déficits reportables antérieurs non activés précédemment	-85	
- Différence de taux d'imposition	-99	-50
- Autres différences	+40	67
Charge réelle d'impôt	931	152

Ventilation de l'impôt sur les sociétés :

Au 30 juin 2010:

<i>En milliers d'euros</i>	Avant impôt	Impôt	Après impôt (net)
Résultat courant	2 984	931	2 053
Résultat exceptionnel	-10		-10
Amortissement écarts d'acquisitions	-912		-912
Résultat comptable	2 062	931	1 131

Déficits fiscaux reportables

Au 30 juin 2010, il existe un déficit reportable de 2 291K€ lié à Orolia, de 96K€ sur Kannad et de 377K€ sur OGS UK, soit un total de 2 764K€ dont 2 387K€ activés.

Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

<i>En milliers d'euros</i>	30 06 2010	30 06 2009
Accroissements		
Allègements		
- ORGANIC	-7	4
- Participation des salariés	+22	0
Total des accroissements / (allègements) futurs (base)	+15	4

6.3.7. *Résultat par action*

Résultat net par action

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de la période.

<i>En milliers d'euros</i>		30 06 2010	30 06 2009
Résultat net part du Groupe	(a)	1 146	-268
Nombre moyen d'actions en circulation au cours de la période:	(b)	4 168 959	2 446 500
- nombre d'actions à l'ouverture		4 168 959	2 446 500
- nombre d'actions à la clôture		4 168 959	2 446 500
Résultat net part du Groupe par action (en euro)	(a) / (b)	0,27	-0,11€

Résultat net dilué par action

Le résultat net dilué par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation et du nombre d'actions qui seraient créées à la suite de la conversion des instruments convertibles en actions.

<i>En milliers d'euros</i>		30 06 2010	30 06 2009
Résultat net part du Groupe	(a)	1 146	-268
Nombre moyen d'actions en circulation au cours de la période:	(b)	4 168 959	2 446 500
Nombre d'actions potentiellement dilutives	(c)	510 500	340 500
Nombre d'actions prise en compte dans le calcul du résultat net dilué par action	(d) = (b)+(c)	4 679 459	2 787 500
Résultat net part du Groupe dilué par action (en euros)	(a) / (d)	0,24	-0,11€ (*)

(*) Conformément aux règles en la matière le résultat dilué par action ne peut pas être inférieur au résultat non dilué par action, ainsi si le calcul exact donne un chiffre de -0,95€ pour le résultat dilué par action, c'est bien -0,11€ qu'il faut retenir

6.3.8. *Ecarts d'acquisition*

Evolution du poste du 1er janvier 2010 au 30 juin 2010

<i>En milliers d'euros</i>	1 ^{er} janvier 2010	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	30 juin 2010
Temex Sync	1 352				1 352
SpectraTime	513				513
T 4 Science	93				93
Spectracom	6 180				6 180
Orolia Global Services AB	2 650	-123			2 527
Orolia Global Services Ltd	294				294
Kannad	5 923				5 923
Mc Murdo	5 387			-37	5 350
Ecarts d'acquisition bruts	22 392	-123		-37	22 232
Temex Sync	439		67		506
SpectraTime	166		25		191
T4 Science	30		5		35
Spectracom	1 442		309		1 751
Orolia Global Services AB	2 650	-123			2 527
Orolia Global Services Ltd	29		15		43
Kannad	186		295		481
Mc Murdo	60		252		312
Cumul des amortissements	5 003	-123	968		5 848
Ecarts d'acquisition nets	17 389	0	-968	-37	16 384

6.3.9. Immobilisations incorporelles nettes

Evolution du poste du 1er janvier 2010 au 30 juin 2010

En milliers d'euros	Mouvements de la période						30 juin 2010
	1 ^{er} janvier 2010	Variation de Périmètre	Augmentation	Diminution	Autres	Différence de change	
Frais de Développement	5 650		1 475	-105	42	561	7 623
Autres	5					0	5
Concessions, brevets, logiciels et droits	1 520		86		-138	108	1 576
Immobilisations brutes	7 175	0	1 561	-105	-96	669	9 204
Frais de Développement	1 811		512	-105	42	180	2 440
Concessions, brevets, logiciels et droits	975		175		-116	90	1 124
Cumul des amortissements	2 787	0	687	-105	-74	270	3 564
Immobilisations nettes	4 388	0	874	0	-22	399	5 640

6.3.10. Immobilisations corporelles nettes

Evolution du poste du 1er janvier 2010 au 30 juin 2010

En milliers d'euros	Mouvements de la période						30 juin 2010
	1 ^{er} janvier 2010	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	Autres	Différence de change	
Terrains							
Constructions	1 469						1 469
Installations techniques, matériel et outillages	4 879		232		50	496	5 657
Matériel bureau, transport & informatique, autres	2 218		116	-70	42	255	2 561
En cours	50		82		-50		82
Immobilisations brutes	8 616	0	430	-70	42	751	9 769
Terrains							
Constructions	19		60				79
Installations techniques, matériel et outillages	3 300		289			356	3 945
Matériel bureau, transport & informatique, autres	1 458		107	-64	20	183	1 704
En cours							0
Cumul des amortissements	4 778	0	456	-64	20	539	5 728
Immobilisations nettes	3 838	0	-26	-6	22	212	4 041

Le Groupe applique la méthode préférentielle du règlement CRC 99-02 modifié relative à la capitalisation des contrats de crédit-bail d'importance significative qualifiés de location financement. Les contrats de location financement sont retraités selon les critères suivants :

- La charge financière, si elle n'est pas stipulée au contrat, est calculée en appliquant un taux d'intérêt constant sur la durée du contrat.
- Les redevances enregistrées dans les comptes individuels sont annulées par la contrepartie d'une charge financière et d'un remboursement progressif de l'emprunt.
- Les biens concernés sont amortis selon les principes comptables du Groupe.
- Les biens sont immobilisés selon la valeur stipulée au contrat.

Les biens concernés sont essentiellement le terrain et la construction du site de Guidel (valeur brute d'actif de 1 714k€ compte tenu d'une opération de cession-bail). L'amortissement cumulé à fin juin 2010 s'élève à 222k€, soit une valeur résiduelle de 1 619K€. La dette correspondante représente à la fin de la période 1 558k€.

6.3.11. Répartition par activité des immobilisations incorporelles et corporelles

30 juin 2010	Positioning	Navigation	Timing	Total
Immobilisations incorporelles	1 499	80	4 061	5 640
Immobilisations corporelles	2 185	1 190	666	4 041
Total	3 684	1 270	4 727	9 681

6.3.12. Immobilisations financières

Evolution du poste du 1er janvier 2010 au 30 juin 2010

En milliers d'euros	Mouvements de la période				Différence de change	30 juin 2010
	1 ^{er} janvier 2010	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution		
Dépôt et cautionnement	186		24	-48	5	167
Compte de liquidité	32			-2		30
Prêt FINAMUR sur cession-bail	145		14	-16	-3	140
SICAV Nantes						
Total	362		38	-66	5	337

6.3.13. Stocks

Evolution du poste du 1er janvier 2010 au 30 juin 2010

	1 ^{er} janvier 2010	Entrée de périmètre	Mouvement de la période		dif change	30 juin 2010
			Variation	Autres mouvements		
1. Approvisionnements / matières 1ères	6 250		-40	+8	562	6 780
2. En-cours de fabrication	435		-16		11	429
3. Produits finis	3 311		340	-8	200	3 843
Stocks bruts	9 997		284	0	773	11 053
1. Approvisionnements / matières 1ères	1 624		-36		124	1 712
2. En-cours de fabrication	18		-4			13
3. Produits finis	1 006		-86		22	942
Dépréciation	2 648		-126		146	2 668
Stocks nets	7 349		409		627	8 385

6.3.14. Clients et comptes rattachés

Toutes les créances clients ont une échéance inférieure à un an.

6.3.15. Autres créances

Les autres créances comprennent les éléments suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010		31 décembre 2009	
	Moins d'un an	Plus d'un an	Moins d'un an	Plus d'un an
Impôt sur les sociétés	398	58	720	
Impôt différé actif	521		0	925
T.V.A.	1 143		700	
Autres créances d'exploitation	1 040		1 151	
Subvention d'investissement			62	
Total autres créances (valeur nette)	3 102	58	2 635	925

6.3.16. Trésorerie nette

Éléments constitutifs de la trésorerie nette

Au **30 juin 2010**, la trésorerie nette dont dispose le Groupe comprend les éléments suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	31 décembre 2009
Disponibilités	5 610	2 311
Valeurs mobilières de placement	12 007	13 049
Trésorerie active	17 617	15 360
Concours bancaires	267	134
Trésorerie passive	267	134
Trésorerie nette	17 350	15 226

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement comprennent des fonds investis dans des organismes collectifs de placement sans risque (SICAV de trésorerie ou supports analogues pour l'essentiel) ou des certificats de dépôt avec des contreparties au rating supérieur à « A » et sont présentées à leur coût d'acquisition. La variation des valeurs mobilières de placement se présente comme suit :

Evolution du poste du 1er janvier 2010 au 30 juin 2010

<i>En milliers d'euros</i>	1^{er} janvier 2010	Entrée de Périmètre	Acquisitions	Cessions	Différence de change	30 juin 2010
SICAV	13 049		22 055	-23 243	146	12 007
Compte à terme						
Total	13 049		22 055	-23 243	146	12 007

6.3.17. Capital

Au 30 juin 2010, le capital social est fixé à 16 675 836 euros divisés en 4 168 959 actions d'une valeur nominale de 4 euros. Ce capital est détenu à 54,2% par AIRTEK CAPITAL GROUP, 480 avenue Louise – 1015 Bruxelles – Belgique, 17,8% par BNP-PARIBAS Private Equity au travers de différents FCPI, à 7,1% par le management et 20,9% par des investisseurs dont la plupart ayant souscrit à l'augmentation du capital de juillet 2007.

6.3.18. Provisions pour risques et charges

L'ensemble des litiges (techniques, fiscaux...) et risques ont été inscrits en provisions à hauteur du risque estimé probable à la clôture de l'exercice.

Au 30 juin 2010, les principales provisions se détaillent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	1 ^{er} janvier 2010	Entrée de périmètre	Reprises	Dotations	Autres	Ecart de convers ^o	30 juin 2010
Provision / Retraites	204			30			235
Provision / Jubilé	364			27		45	435
Provision / Pénalité sur marché	6						6
Provision / Garantie Clients	799		-57	190		62	994
Provision / Litiges	627		-77	30		29	608
Provision / Restructuration	442		-122			10	330
Provision / Autres	290		-234			5	61
Total	2 731		-490	277		150	2 669

Sur les 490K€ de reprises de provisions, 178K€ ont été consommés dans le cadre de la restructuration de l'activité marine de Kannad et 90K€ dans les coûts de restructuration de Spectracom aux USA.

La provision retraite correspond aux engagements futurs du Groupe vis-à-vis de ses employés lors de leur départ à la retraite (voir chapitre 6.2.10).

La provision jubilé correspond aux engagements futurs en matière de prime d'ancienneté (de type médaille du travail) des salariés suisses et anglais.

La provision pour pénalités concerne principalement des pénalités de retards sur un marché.

La provision pour garantie couvre les coûts éventuels que supporte le Groupe dans le cadre des périodes de garantie accordées à ses clients.

La provision pour litiges est constituée des différents litiges du Groupe avec ses clients sur des livraisons non conformes aux attentes du client et en cours de correction.

La provision pour restructuration comprend des litiges sociaux et des coûts de réduction d'effectifs.

Variation de l'engagement net et réconciliation de la provision retraite

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	31 décembre 2009
Engagement à l'ouverture de la période	204	87
Changement de périmètre	0	142
Charge d'intérêts		
Coûts des services rendus		-14
Gains/(pertes) actuariels	31	-11
Modification de régime		
Engagement à la clôture de la période	235	204
Pertes/(gains) actuariels non reconnus		
Coût des services passés non reconnus		
Provision à la clôture de la période	235	204

Au 30 juin 2010, il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société.

6.3.19. *Dettes financières, concours bancaires et affacturage*

30 juin 2010	< 1an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total	Taux
Emprunts	600	10 400		11 000	Variable/Fixe
Autres dettes financières	492	649	698	1 839	Variable
Dettes financières	1 092	11 049	698	12 839	Variable
Affacturage	2 459			2 459	Variable
Concours bancaires courants	267			267	Variable
Concours bancaires et affacturage	2 726	0	0	2 726	Variable
Total	3 818	11 049	698	15 564	Variable

Pour soutenir sa politique de croissance externe, le Groupe a signé en date du 31 janvier 2008 avec la société Euromezzanine, un contrat de prêt obligataire remboursable en deux échéances égales en 2013 et 2014. Les obligations, d'un montant total de 8 millions d'euros, seront attachées à des bons de souscription d'actions permettant à Euromezzanine de souscrire à 276 500 actions nouvelles, pour un prix égal à 12,5€ par action nouvelle souscrite. Ces fonds ont notamment permis l'acquisition en mars 2008 de la société Pendulum Instruments. Une couverture de taux a été mise en place sur l'ensemble de cette dette, qui garantit un taux maximal de l'EURIBOR 6 mois de 4,75% et un taux minimal de 2,96%.

Le principal covenant de cette dette est le respect d'un ratio d'endettement financier net consolidé (Endettement net consolidé sur EBITDA consolidé) devant rester inférieur ou égal à trois.

Dans le cadre du financement de l'acquisition des activités de Mc Murdo, le Groupe a signé en date du 27/11/2009, un contrat de prêt moyen terme avec la Société Générale pour un montant de 3 000 000 euros, remboursable sur 5 annuités constantes en principal. Le prêt étant à taux variable initialement, une opération de swap contre taux fixe a été faite pour éliminer le risque de taux, qui garanti un taux fixe de 2,28% hors marge.

Les principaux covenants de cette dette sont :

- Ratio Dettes financières nettes consolidées / Excédent brut d'exploitation consolidé inférieur à 3
- Ratio Dettes financières nettes consolidées / Situation nette comptable consolidée inférieur ou égal à 1,5
- Ratio Cash-flow disponible consolidé / Service de la dette consolidé supérieur à 0,7

La société Kannad a procédé en date du 3 décembre 2009 à une opération de cession-bail sur son bâtiment à Guidel avec Crédit Agricole Leasing. La société est engagée pour une durée de 12 ans, et cette opération a été retraitée conformément aux normes comptables du Groupe de façon à faire apparaître le bâtiment en immobilisation avec une dette financière correspondante. La résiliation sera possible à partir de la 5^{ème} année.

6.3.20. *Fournisseurs et comptes rattachés*

Toutes les dettes fournisseurs ont une échéance inférieure à un an.

6.3.21. *Produits et charges constatés d'avance*

Les charges et produits constatés d'avance concernent uniquement l'exploitation.

6.3.22. *Dettes fiscales et sociales*

Les dettes fiscales et sociales sont à échéance à moins d'un an et s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	31 décembre 2009
T.V.A. à payer	160	95
Impôt sur les sociétés	1 898	1 401
Rémunération du personnel	937	1 306
Charges sociales	1 662	1 044
Autres dettes sociales et fiscales	309	82
Total des dettes fiscales et sociales	4 966	3 928

6.3.23. *Autres dettes*

Les autres dettes s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010		31 décembre 2009	
	A moins d'un an	A plus d'un an	A moins d'un an	A plus d'un an
Avoirs à établir	0	0	0	0
Autres dettes d'exploitation	237	0	172	0
Total des autres dettes	237	0	172	0

6.3.24. *Charges à payer*

Le montant des charges à payer incluses dans les postes du bilan se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	31 décembre 2009
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 061	3 269
Dettes fiscales et sociales	1 741	2 226
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	134	151
Total des charges à payer	3 936	5 646

6.3.25. Engagements hors bilan

SpectraTime, Spectracom et Pendulum Instruments ont donné leurs postes clients (et stocks pour Spectracom), en garantie en faveur de leurs banques pour une ligne de financement de leur BFR.

Orolia a donné une garantie d'actionnaire en faveur de HSBC US à hauteur des engagements de Spectracom, et une lettre de confort en faveur du Crédit Suisse pour garantir les lignes de crédit de Spectracom et SpectraTime.

Dans le cadre de la dette Mezzanine contractée en janvier 2008, une couverture de taux a été mise en place sur l'ensemble de la dette, qui garanti un taux maximal de l'EURIBOR 6 mois de 4,75% et un taux minimal de 2,96%. Au 30 juin 2010, le montant nécessaire pour dénouer cette couverture aurait été de 424K€. De plus Euromezzanine bénéficie d'un nantissement de 1^{er} rang des titres de Spectracom. Cette dette comporte des covenants décrits en 6.3.19.

Dans le cadre de l'acquisition de Pendulum Instruments, Orolia bénéficie de la part de l'ancien actionnaire d'une garantie de passif sous forme de compte séquestre pour une montant de SEK 4 000 000.

Dans le cadre de la dette sur acquisition de McMurdo, contractée en décembre 2009, une couverture de taux a été mise en place sur l'ensemble de la dette, qui garantit un taux fixe de 2.28%. Au 30 juin 2010, le montant nécessaire pour dénouer cette couverture aurait été de 66K€. Orolia a nanti en faveur de la Société Générale 75% des titres de Kannad pour garantir ses engagements au titre de la dette de 3M€ signée en décembre 2009. Cette dette comporte des covenants décrits en 6.3.19.

Orolia bénéficie d'une garantie de passif de la société Signature Industries Ltd sous forme d'un compte séquestre de 1M\$ au titre du rachat des actifs de McMurdo Ltd.

La société Kannad a mis en place des contrats de change à terme participatif pour un montant notionnel de 1 250KUSD, pour se protéger d'une évolution défavorable de l'USD par rapport à l'euro sur les ventes réalisées en zone dollar. Au 30 juin 2010 ces contrats, s'ils avaient été dénoués aux conditions de marché du jour, auraient engendré une perte de change de 51K€.

Orolia a mis en place des contrats de change à terme pour un montant notionnel de 1 650KUSD, pour se protéger d'une évolution défavorable de l'USD par rapport à l'euro, le franc suisse et la couronne suédoise sur les ventes réalisées en zone dollar. Au 30 juin 2010, ces contrats, s'ils avaient été dénoués aux conditions de marché du jour, auraient engendré une perte de change de 91K€.

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	31 décembre 2009
Engagements donnés		
Cautions, avals,...	114	125
Nantissement de titres	11 000	11 000
Crédit-bail, location	1 938	2 800
Total des engagements donnés	13 052	13 925
Engagements reçus		
Cautions, avals,...	92	69
Crédit-bail, location		
Garanties de passif	1 235	1 084
Total des engagements reçus	1327	1 153
Engagements réciproques		
Contrats de change à terme	2 363	1 735
Couverture de taux d'intérêt	11 000	11 000
Total des engagements réciproques	13 363	12 735

6.3.26. *Informations relatives aux parties liées*

Il convient d'entendre par « parties liées » les entreprises ayant le même actionnaire principal qu'Orolia et dont les états financiers ne sont pas agrégés dans le cadre de la présentation des comptes. Au 30 juin 2010, les positions réciproques d'Orolia et de ses parties liées se décomposent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	31 décembre 2009
Dettes	0	0
Créances	0	0
Produits financiers	0	0
Charges financières	0	0

6.3.27. *Suivi des instruments financiers sur capital*

Un nouveau plan de stock-options portant sur 50 000 actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 16 juin 2010.

A ce jour, aucune attribution n'a été faite sur ce nouveau plan.

	Options 2007	Options 2007	Options 2007	BSA 2008	Options 2008	Options 2008	Options 2010	Actions Gratuites
Date de l'assemblée	22/07/2007	22/07/2007	22/07/2007	30/01/2008	10/06/2008	10/06/2008	16/06/2010	16/09/2009
Date du conseil d'administration	20/09/2007	24/07/2008	16/04/2009		20/10/2009	17/12/2009		17/12/2009
Nombre de bons autorisés	75 000	75 000	75 000	500	50 000	50 000	50 000	70 000
Nombre de bons attribués	48 500	12 500	10 000	500	20 000	30 000	0	70 000
Nombre de bons caducs au 31/12/2009	0	0	0	0	0	0	0	0
Nombre de bons exercés	0	0	0	0	0	0	0	0
Nombre de bons exerçables au 31/12/2009	30 657	4 160	0	500	0	0	0	0
Nombre total d'actions souscrites	0	0	0	0	0	0	0	0
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	48 500	12 500	10 000	269 500	20 000	30 000	50 000	70 000
Dont dirigeants	0	0	0	0	0	0	0	70 000
Nombre de personnes concernées	15	12	8	1 (Euromezzanine)	11	14	0	2
Dont dirigeants	0	0	0	0	0	0	0	2
Date d'exercice des bons								17/12/2011 et 17/12/2013
Date d'expiration des bons	6 ans	6 ans	6 ans	5/6 ans	8 ans	8 ans	8 ans	NA
Valeur du sous-jacent								
Prix d'acquisition par bon	0	0	0	0	0	0	0	
Prix de souscription par action	12,50 €	16,40 €	12,50 €	12,50 €	9,25 €	9,25 €	N/A	NA

6.3.28. *Éléments post-clôture*

La société a négocié avec OSEO FINANCEMENT un contrat de développement participatif ayant vocation à financer son développement pour un montant de 3M€ sur 7 ans, remboursement sur 5 ans après 2 ans de différé d'amortissement.

Ce contrat a été finalisé en août et le capital a été versé fin septembre 2010.

7. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés semestriels résumés

OROLIA

Société Anonyme

3, avenue du Canada
91 974 Les Ulis

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés semestriels

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010

Serge COHEN
4, rue Rémusat
75016 Paris

Deloitte & Associés
185, avenue Charles-de-Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

OROLIA

Société Anonyme
3, avenue du Canada
91 974 Les Ulis

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés semestriels

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en réponse à votre demande, nous avons effectué un examen limité des comptes semestriels consolidés de la société OROLIA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes consolidés semestriels ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration dans un contexte de lente reprise économique et financière décrit dans la note 6.2.3 « Recours à des estimations » de l'annexe. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes semestriels consolidés, pris dans leur

ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, le fait que les comptes semestriels consolidés présentent sincèrement le patrimoine et la situation financière de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation au 30 juin 2010 ainsi que du résultat de ses opérations pour le semestre écoulé.

Ce rapport est régi par la loi française. Les juridictions françaises ont compétence exclusive pour connaître de tout litige, réclamation ou différend pouvant résulter de notre lettre de mission ou du présent rapport, ou de toute question s'y rapportant. Chaque partie renonce irrévocablement à ses droits de s'opposer à une action portée auprès de ces tribunaux, de prétendre que l'action a été intentée auprès d'un tribunal incompétent, ou que ces tribunaux n'ont pas compétence.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 19 octobre 2010

Les Commissaires aux Comptes

Serge COHEN

Deloitte & Associés

Albert AIDAN